

DOC
CA1
EA255
A55
EXF
2002

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 2002

exportations



DOCS
CA1 EA255 A55 EXF
2002
Annual report export of military
goods from Canada
43258622

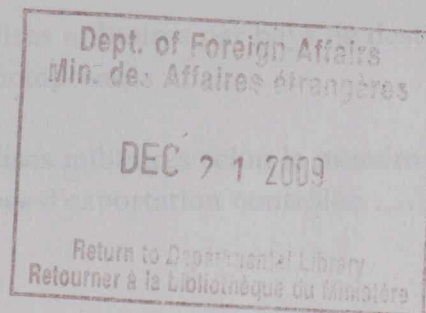
LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029343 2

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 2002



Décembre 2003

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Site Web : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/>



© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre du Commerce international, 2003

N° de catalogue : E78-1/2002

ISBN 0-662-67746-3

Table des matières

Avant-propos	1
La politique de sécurité et de contrôle des armements	1
La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre	4
Les statistiques sur les exportations militaires	6
Notes sur la méthodologie	8
Tableaux et graphique	
Tableau 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et le niveau de développement humain	9
Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et le niveau de développement humain	10
Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination	11
Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les groupements de composants	14
Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires selon le numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée	31
Annexes	
Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et Liste des pays désignés (armes automatiques) – LPDAA	32
Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar	33
Annexe 3 : Description du Groupe 2 de la LMEC (matériel de guerre)	34
Annexe 4 : Renseignements additionnels	36

Table des matières

1	Avant-propos
3	La politique de sécurité et de contrôle des armements
4	La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre
6	Les négociations sur les exportations militaires
8	Notes sur la méthodologie

Tableaux et graphiques

9	Tableau 1. Exportations de produits militaires par pays de destination selon les régions de sécurité et le niveau de développement humain
10	Tableau 2. L'exportation de produits militaires militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et le niveau de développement humain
11	Tableau 3. Exportations de produits militaires militaires par pays de destination selon les régions de sécurité
11	Tableau 4. Exportations de produits militaires militaires par pays de destination selon le développement de sécurité
12	Tableau 5. Exportations de produits militaires militaires par pays de destination selon le développement de sécurité
13	Tableau 6. Exportations de produits militaires militaires par pays de destination selon le développement de sécurité
14	Tableau 7. Exportations de produits militaires militaires par pays de destination selon le développement de sécurité
15	Tableau 8. Exportations de produits militaires militaires par pays de destination selon le développement de sécurité

Annexes

16	Annexe 1. Liste des pays membres de l'OTAN et les pays candidats
17	Annexe 2. Liste des pays membres de l'OTAN et les pays candidats
18	Annexe 3. Description de l'indice de sécurité (IS) et de l'indice de développement humain (IDH)
19	Annexe 4. Références bibliographiques

Avant-propos

La politique de sécurité et de contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada et constitue l'un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère intégral du gouvernement du Canada de 1995, intitulé *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». À cette fin, il est important non seulement de maintenir la capacité opérationnelle des Forces canadiennes et de celles de nos alliés, mais encore de prévenir des accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Par conséquent, le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et international.

La sécurité du Canada repose sur une solide infrastructure industrielle de défense capable de doter les Forces canadiennes de matériel, de munitions et de pièces de rechange nécessaires à la satisfaction de leurs besoins opérationnels, y compris les activités de combat et les missions de maintien de la paix. Pour survivre, toutefois, les fournisseurs canadiens de matériel de défense doivent trouver pour leurs produits des acheteurs sur les marchés national et étrangers, surtout chez nos alliés et d'autres États amis. Le Canada reconnaît le droit de toutes les nations de satisfaire à leurs besoins légitimes de défense, droit qui est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Par ailleurs, il estime que les exportations de produits de défense doivent être assujetties à des contrôles serrés afin de s'assurer qu'elles n'enfreignent pas les valeurs canadiennes et qu'elles ne sont pas détournées à des fins susceptibles de constituer une menace pour le Canada et ses alliés ou d'avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité de la région et sur l'ordre mondial.

L'un des systèmes internationaux établis pour contrôler le commerce des armes classiques et des marchandises et technologies à double usage est l'Entente de Wassenaar, conclue en 1996, avec la participation du Canada. Cette entente a pour objectif de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en prônant la transparence et une responsabilité accrue dans le commerce des armes classiques et des biens et des technologies d'une importance stratégique, de manière à empêcher la constitution d'arsenaux déstabilisateurs dans les régions à risque. Par l'intermédiaire de leurs politiques nationales respectives, les 33 États participants cherchent à éviter que le transfert de ces articles ne contribue pas à l'expansion ou à l'accroissement de capacités militaires qui iraient à l'encontre de ces objectifs et à empêcher que ces biens et ces technologies ne soient détournés.

Le Canada a aussi joué un rôle important dans la création, en 1996, d'une série de lignes directrices des Nations Unies sur les transferts internationaux d'armes, et il applique

entièrement les principes régissant les transferts d'armes classiques adoptés en 1993 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En outre, le Canada a officiellement souscrit au Code de conduite en matière d'exportation d'armes de l'Union européenne, tel qu'il a été adopté en juin 1998.

Le Canada a travaillé énergiquement à promouvoir une plus grande transparence dans le commerce des armes classiques. En effet, le Canada a milité activement en faveur de la création du Registre des armes classiques des Nations Unies (UNCAR), qu'il a contribué à établir. L'UNCAR, institué en vertu de la résolution de décembre 1991 de l'Assemblée générale de l'ONU, favorise grandement la transparence, le renforcement de la confiance et l'accroissement de la sécurité mondiale.

L'an dernier, l'ONU a célébré le dixième anniversaire de l'UNCAR et souligné à quel point il a permis de mettre en place une norme mondiale qui favorise la transparence en vue de renforcer la confiance. Le Registre demeure, à l'échelle internationale, le seul instrument coopératif en matière de sécurité qui ait été conçu pour permettre de résoudre les problèmes reliés à la prolifération des armes classiques.

Pour constituer le Registre, qui est tenu à jour au siège de l'ONU à New York, tous les gouvernements sont invités à fournir chaque année des renseignements sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Depuis la création du Registre, plus de 90 pays, en moyenne, y ont versé chaque année des données, et quelque 70 d'entre eux, dont le Canada, l'ont fait de façon systématique. Jusqu'à maintenant, 164 États signataires ont librement participé, au moins une fois, à l'enrichissement de cet instrument, tandis qu'un nombre record de 124 États ont présenté des rapports sur les transferts d'armes en 2002.

Tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs présentent désormais chaque année des rapports, et la plupart des régions géographiques y sont raisonnablement représentées. Le Registre, qui renferme plus de 95 % du commerce international des principales armes classiques, est devenu une source d'information importante et fiable.

Le Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU a présenté, en l'an 2000, un rapport qui portait sur le maintien et l'élargissement du Registre de l'ONU et qui comportait des recommandations selon lesquelles il fallait chercher à obtenir une participation universelle au Registre en organisant une série de séminaires sous-régionaux destinés à en faire connaître l'utilité. Ces ateliers, qui ont eu lieu en 2002-2003, ont été parrainés par le Canada, l'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas dans le but de faire la promotion du Registre ainsi que du Rapport sur les dépenses militaires de l'ONU, deux instruments de transparence de l'ONU.

Le Groupe d'experts gouvernementaux (2003) chargé d'examiner le maintien et l'élargissement du Registre a achevé ses travaux le 1^{er} août par un rapport unanime comportant un certain nombre de recommandations importantes qui visent à améliorer le Registre et à en accroître la pertinence sur le plan mondial. Le Groupe a notamment recommandé de procéder à des modifications techniques de deux des sept catégories d'armes classiques visées par le Registre. Plus particulièrement, on recommandait que le seuil de déclaration pour les systèmes d'artillerie de gros calibre passe de 100 à 7 millimètres et que les systèmes portatifs de défense antiaérienne (MANPADS) soient inclus dans la catégorie VII, Missiles et lance-missiles.

En plus d'examiner les modifications d'ordre technique pouvant être apportées aux sept catégories du Registre, le Groupe traite en détail de nombreuses autres questions, parmi lesquelles la situation concernant les rapports sur les achats de produits nationaux et les stocks militaires ainsi que le lien entre les armes de petit calibre et les armes légères et le Registre. Le Canada est l'un des pays, de plus en plus nombreux, qui communiquent volontairement des données sur leurs stocks militaires et leurs achats de produits nationaux. Cela va au-delà du minimum exigé actuellement par les Nations Unies et contribue grandement à la transparence mondiale au chapitre des capacités militaires. Nous incitons les autres pays à transmettre eux aussi ces données et à améliorer leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tous les renseignements pertinents.

En collaboration avec des partenaires de même opinion, le Canada cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un bon nombre de pays en développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de contribuer à la souffrance humaine. Pour faire face à ce problème, on a adopté un certain nombre d'approches dont : le contrôle des armements, la prévention de la criminalité et la consolidation de la paix à l'échelle régionale, nationale et internationale. Ces approches intégrées ciblent les questions de l'offre et du transit, et vise à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armes. Trouver une solution au problème des armes légères est perçu comme une partie intégrante de la prévention et de la gestion des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix ainsi que des mesures de reconstruction après un conflit.

Pour ce qui est du volet du contrôle des armements, on met l'accent sur la promotion de mesures visant une modération et une transparence accrues dans les exportations légales d'armes légères. Les solutions étudiées comprennent des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes liés à la sécurité, tels l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'OSCE et l'Entente de Wassenaar. Les contrôles stricts imposés par le Canada à l'exportation d'armes légères sont décrits plus bas.

Le Canada a, de tout temps, eu pour objectif stratégique la non-prolifération, la réduction et l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive (telles que les armes chimiques et biologiques). Il a participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs en favorisant, par exemple, la reconduction indéfinie du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*. En septembre 1995, le Canada a ratifié la *Convention sur les armes chimiques* et a institué, au MAECI, une autorité nationale qui sert de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Le Canada cherche également à renforcer les dispositions de la *Convention sur les armes biologiques et à toxines* et à améliorer sa mise en œuvre par le biais d'efforts multilatéraux et de mesures nationales.

De plus en plus préoccupé par la prolifération des missiles et, surtout, par l'augmentation continue du nombre de programmes de développement nationaux et de nouveaux exportateurs, le Canada a activement collaboré à l'élaboration d'un projet de code de conduite international dont le but est de contrer la prolifération des missiles balistiques qui, selon lui, pourrait fort bien devenir le premier accord normatif multilatéral sur la restriction des missiles balistiques. Dans le cadre de l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive et des vecteurs, nous participons depuis longtemps à plusieurs projets intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations, dont le Groupe de l'Australie, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, le Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires et le Comité Zangger.

La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Conformément à ses obligations internationales, le Canada tire sa définition de « marchandise militaire » du système international de classification des munitions, élaboré et entretenu par l'intermédiaire de l'Entente de Wassenaar. Ce système classifie les marchandises qui sont « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». Le Canada a intégré cette liste au Groupe 2 (munitions) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Les marchandises non conçues à des fins militaires mais qui font appel à des technologies d'importance stratégique font partie d'une autre liste (la liste des marchandises et des technologies à double usage) définie dans l'Entente de Wassenaar. Le Canada a inclus ces dernières dans le Groupe 1 de la LMEC (double usage). Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens relevant de la définition de Wassenaar, peu importe que l'utilisateur final soit un particulier non militaire, un gouvernement ou un organisme

militaire. Cependant, les organismes militaires font aussi l'acquisition de nombreux biens de consommation courante destinés à des fins civiles (par exemple, des machines à écrire, des automobiles ou des avions civils). Ces biens ne font normalement pas l'objet de contrôles à l'exportation, à moins d'être inclus dans la liste de Wassenaar ou dans celles des autres régimes de non-prolifération internationaux.

Selon les lignes directrices actuelles de la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) qui sont engagés dans un conflit ou qui risquent de l'être sous peu;
- c) qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable pour la population.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies militaires vers toutes les destinations, sauf les États-Unis. Les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires offensives vers tous les pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays de même orientation peuvent être approuvées par le ministre des Affaires étrangères. En cas de doute par rapport aux critères mentionnés plus haut, on consulte le Ministre en ce qui a trait au commerce de marchandises et de technologies militaires non offensives. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, des consultations intensives ont lieu entre des spécialistes des droits de la personne, de la sécurité internationale et de l'industrie de la défense du MAECI, avec le ministère de la Défense nationale et, au besoin, avec d'autres ministères et organismes fédéraux. On y examine les derniers renseignements et les avis sur l'attitude à adopter en ce qui concerne les relations industrielles et de défense du Canada avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région (entre autres les conflits civils) ainsi que la situation des droits de la personne, y compris les tendances. On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles ne seront pas détournées.

On contrôle de façon très serrée les demandes portant sur les armes à feu. Les armes automatiques ne peuvent être exportées que vers les pays qui figurent sur la Liste des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA) figurant à l'annexe I. Ce sont là des pays (16, à l'heure actuelle) avec lesquels le Canada a conclu des ententes intergouvernementales de défense, de recherche, de développement et de production. La grande majorité des exportations signalées ne comportent pas d'armes militaires

aussi modernes. Elles portent plutôt sur des armes à feu utilisées à des fins sportives et récréatives, qui ne sont contrôlées que parce qu'elles correspondent à la définition contenue dans l'Entente de Wassenaar ou en raison d'autres obligations internationales telles que le protocole sur les armes légères de la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée. Dans la mesure du possible, nous avons cherché à différencier les cas de vente d'armes légères militaires, depuis les armes à feu ordinaires vendues à des utilisateurs finals civils ou policiers jusqu'aux armes de petit calibre, ou à âme lisse, employées à des fins sportives, qui ne sont pas, en fait, inscrites sur la liste découlant de l'Entente de Wassenaar.

Comme bon nombre d'exportations canadiennes d'armes à feu sont destinées à des particuliers, nous voulons nous assurer que ces armes à feu ne font pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent pas le désordre et la violence. Il est donc possible que nos missions canadiennes à l'étranger et d'autres sources soient appelées à se renseigner sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires. Nous ne voulons pas seulement connaître ces lois, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées et si elles peuvent faire l'objet de corruption. Nous vérifions aussi la bonne foi des utilisateurs finals.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont donc tenus de fournir une licence d'importation ou toute autre assurance que l'importation sera autorisée dans le pays de destination. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans qu'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans ce pays et que le destinataire pourra en prendre possession.

Les statistiques sur les exportations militaires

Dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour promouvoir une plus grande transparence, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a publié le rapport annuel intitulé *Exportation de marchandises militaires du Canada* chaque année depuis 1990. Peu d'autres pays, jusqu'à maintenant, ont fourni des données aussi détaillées.

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur les expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Ces rapports indiquent la destination des marchandises, leur description et leur valeur. Les renseignements sur les expéditions individuelles et ceux inscrits sur la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateurs et des destinataires et les détails de la transaction, sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers les États-Unis et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certains types de statistiques sur les exportations destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois comprendre des biens non militaires (rations alimentaires, ordinateurs commerciaux, aéronefs ou autres articles civils, etc.). Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'articles de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies mentionné plus haut. Celui-ci ne comprend que certaines catégories de systèmes d'armes et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de systèmes non létaux (systèmes de radar, simulateurs, logiciels à usage militaire, etc.) qui constituent une bonne partie de nos exportations militaires.

En 2002, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 678 millions de dollars contre 592 millions de dollars en 2001. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de 80 % d'entre elles. De plus en plus, la majeure partie des exportations canadiennes de produits militaires (près de 90 %) est destinée à des pays très développés. Il n'y a eu que deux exportations, (moins de 1 % du total) vers des pays désignés « à faible indice de développement humain » en vertu du Programme des Nations Unies pour le développement. Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire en 2002 — sans compter les États-Unis — était encore le Royaume-Uni, qui a acheté pour 168 millions de dollars de produits canadiens, soit le quart de nos ventes à ce chapitre. Les autres marchés les plus importants pour nos exportations de défense en 2002 ont été l'Australie, l'Allemagne et la Corée. Ensemble, ces quatre destinations ont absorbé les deux tiers des exportations de défense canadiennes, si l'on exclut les États-Unis.

Dans un secteur où l'on vend des articles d'une grande valeur, nos exportations sont modestes par rapport à celles du reste du monde — selon le Registre des Nations Unies, le Canada représente moins de 1 % du marché mondial des armes. Chaque transaction peut donc avoir une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations, d'une année à l'autre, reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un

ou de deux importants contrats. Il est donc important de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Pour plus d'information sur le contrôle à l'exportation de marchandises militaires, vous pouvez consulter notre site Web (www.dfait-maeci.gc.ca/eicb).

Notes sur la méthodologie

Les statistiques contenues dans ce rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter concernant les tableaux statistiques :

- Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ce groupes ont été légèrement révisées en utilisant une terminologie normalisée à l'échelle internationale, afin d'offrir plus de détails au lecteur.
- Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence.
- Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 2001 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 2001.

Tableau 1
Exportations de marchandises militaires
par pays de destination selon les catégories de sécurité
et le niveau de développement humain

Période d'exportation du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002

Destination*	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2002	%
OTAN (sauf les États-Unis) **	362 980 593	53,52
LPDAA (sauf l'OTAN et les États-Unis)	180 870 971	26,67
Autres	134 413 565	19,81
Total	678 265 129	100,00
Pays à indice de développement humain élevé *** (supérieur à 0,800)	521 610 908	76,39
Pays à indice de développement humain moyen *** (de 0,500 à 0,799)	156 192 496	22,02
Pays à indice de développement humain bas *** (inférieur à 0,500)	461 725	0,68
Total	678 265 129	100,00

* La liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (LPDAA) figure à l'annexe 1.

** L'exportation vers les États-Unis de la plupart des articles du Groupe 2 (matériel de guerre) ne nécessite pas de licence.

*** Les statistiques et les catégories sont tirées du Rapport mondial sur le développement humain de 2002 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Graphique 1

Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et le niveau de développement humain

Statistiques du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002

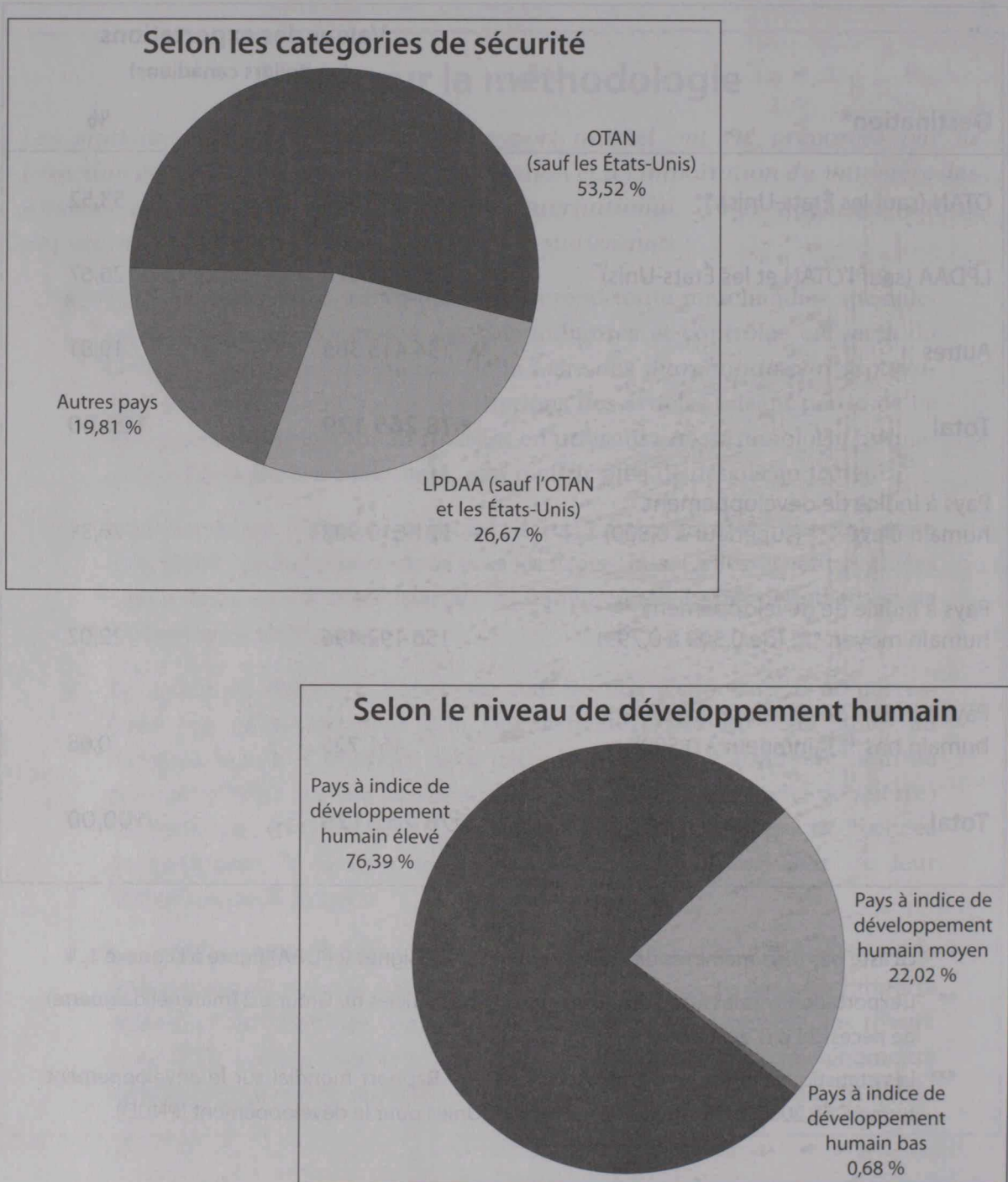


Tableau 2
Exportations de marchandises militaires par pays de destination
 Période d'exportation du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002

Pays	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2001	2002
Afrique du Sud, République d'	292 687	78 260
Algérie	0	122 400
Allemagne	13 418 361	93 434 477
Arabie saoudite	32 116 331	49 795 495
Argentine	100 751	31 000
Australie	42 383 619	110 965 244
Autriche	203 543	672 478
Bahreïn	3 662	0
Belgique	7 949 599	10 526 513
Bermudes	9 190	0
Bolivie	3 000 000	2 000 000
Botswana	4 669 077	3 117 864
Brésil	5 137 118	217 305
Brunéi	0	2 731
Bulgarie	40	0
Chili	48 288	12 202 013
Chine	242 286	60 206
Chypre	0	250
Colombie	2 199 954	680 500
Corée, République de	59 204 209	77 002 353
Croatie	0	48 515
Danemark	70 941 868	13 991 726
Djibouti	11 400	0
Égypte	3 637 707	2 063 350
Émirats arabes unis	778 521	870 054

Valeur des exportations

(en dollars canadiens)

Pays	2001	2002
Espagne	2 535 794	3 707 996
Estonie	28 357	10 000
Finlande	722 328	1 140 808
France	19 998 941	14 093 902
Grèce	5 496 557	2 245 680
Groenland	15 938	23 519
Guatemala	2 220 350	0
Guyane	1 500	0
Hong Kong	39 575	82 349
Hongrie	10 545	0
Inde	0	2 700 000
Indonésie	109 458	3 740
Irlande	670 921	20 000
Islande	0	2 325
Israël	660 190	3 512 845
Italie	22 019 089	10 976 751
Jamaïque	0	746 477
Japon	10 814 851	5 537 348
Jordanie	1 183 627	346 346
Kazhakstan	0	33 649
Kenya	587	0
Koweït	4 835	160
Lettonie	251 491	113 097
Luxembourg	5 496 421	2 775 088
Malaisie	10 484 924	5 161 393
Maroc	146 976	36 082
Maurice, Île	3 204	0
Mexique	436 334	430 000

Valeur des exportations

(en dollars canadiens)

Pays	2001	2002
Nicaragua	0	165 571
Nigéria	0	460 275
Norvège	2 434 721	15 561 421
Nouvelle-Zélande	6 728 192	1 317 357
Oman	636 051	1 388 522
OTAN	Nouvelle destination	198 017
Panama	0	29 688
Pays-Bas	60 584 703	25 468 340
Pérou	0	14 446
Philippines	275 000	344 121
Pologne	5 500	109 807
Portugal	29 172	692 850
Qatar	1 771 028	0
République tchèque	204 678	81 374
Royaume-Uni	152 143 856	168 000 765
Russie	0	4
Singapour	5 881 569	9 745 342
Sri Lanka	1	172 112
Suède	2 604 505	15 675 011
Suisse	149 194	372 458
Taiwan	13 160 058	3 556 693
Tanzanie	0	1 450
Thaïlande	218 927	2 118 451
Trinité-et-Tobago	0	2 448
Tunisie	1 729 547	0
Turquie	1 428 722	1 113 561
Uruguay	855 088	0
Venezuela	11 595 617	92 756
Total	591 983 506	678 265 129

Tableau 3
Exportations de marchandises militaires par pays de destination,
selon les groupements de composants

Période d'exportation du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002

Acronymes

TTB = transport de troupes blindé

VTT = véhicule tout terrain

ASM = anti-sous-marin

CT = lutte contre le terrorisme

CW = agents chimiques

CME = contre-mesures électroniques

IR = infrarouge

VBL = véhicule blindé léger

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
AFRIQUE DU SUD				
2001	100			Arme à feu
2006			6 638	Phares pour véhicules
2010		40 800		Pièces d'hélicoptère
2014			8 806	Pièces de simulateur
2017			20 515	Pièces de rechange pour scaphandres légers autonomes
2018			1	Donnée technique
2022			39 375	Logiciels de simulation de la menace
ALGÉRIE				
2014		122 400		Équipement de CME
ALLEMAGNE				
2001	233 942		2 056	Armes à feu et pièces
2003	91 405			Munitions de petit calibre
2004			990 226	Pièces de missile
2005			35 530	Pièces optiques

2006		1 122 316	Composants de véhicule blindé
2007	128 100		Équipement de protection - CW
2009	532 500	4 291 031	Bouées acoustiques, composants de navigation et de commande de navire
2010		3 014 496	Pièces d'aéronef
2011		15 345 624	Matériel électronique, équipement de communication et avionique de défense
2014	60 282 774	7 047 802	Simulateurs et pièces
2015		187 805	Pièces pour systèmes d'imagerie
2017		7 125	Composants - contre-mesures IR
2018		116 493	Équipement de production, ensembles de données
2022		5 251	Logiciels

ARABIE SAOUDITE

2006	18 345 883	1 349 073	VBL et pièces
2010	29 704 25	5 726	Pièces d'hélicoptère et d'aéronef
2011		390 688	Pièces de poste de radio et d'équipement de navigation

ARGENTINE

2011		31 000	Amplificateur
------	--	--------	---------------

AUSTRALIE

2001	180 276	1 455	Armes à feu et pièces
2003	6 173 670	1 650	Munitions d'artillerie
2005		395 537	Composants de conduite du tir
2006	35 863 487	33 390 800	VBL et composants
2007	231 090	79 425	Équipement de protection - lutte contre le terrorisme et CW
2009		1 488 135	Pièces de navire, de bouée acoustique et de sonar

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
AUSTRALIE (SUITE)				
2010			8 866 629	Pièces d'hélicoptère, d'aéronef et de moteur
2011			21 697 757	Pièces et réparations de matériel électronique
2013		41 658		Vêtement de protection balistique
2014			1 279 405	Système de GE, pièces de simulateur
2017		194 657		Scaphandres légers autonomes
2018			651 811	Trousse d'essai, outillage
2021			39	Logiciels
2022			427 763	Données techniques
AUTRICHE				
2001	15 018			Armes à feu
2007		48 330		Équipement de protection - CW
2011		300 000		Nacelle de surveillance
2013		178 000		Équipement de protection - lutte contre le terrorisme
2017		131 130		Conteneurs à munitions de gros calibre
BELGIQUE				
2003	15 500		134 154	Munitions et composants
2006			3 077 964	Tourelles et pièces
2007		1 300		Équipement de protection - CW
2008			781 154	Agent propulsif
2010			51 931	Pièces d'aéronef
2011		300 000	117 755	Composants de capteur et de sonar

2015	810 001	Nacelles de surveillance
2016	131 582	Composants de munitions de gros calibre
2017	5 027 458	Scaphandres légers autonomes et conteneurs à munitions
2018	77 714	Équipement d'essai
BOLIVIE		
2010	2 000 000	Réparation et remise en état d'aéronef
BOTSWANA		
2002	573	Pièces de roquette
2010	3 111 537	Pièces d'aéronef et de moteur
2014	600	Ohmmètre
BRÉSIL		
2003	5 250	Composants de munitions
2010	140 986	Pièces d'hélicoptère
2011	6 269	Pièces d'équipement de navigation
2014	40 800	Équipement pour CME
2017	24 000	Pièces de conteneur à munitions
BRUNÉI		
2005	2 731	Lunettes de visée
CHILI		
2001	18 817	Armes à feu
2005	87 478	Composants de système de conduite du tir
2009	12 000 000	Composants de navire de guerre
2010	95 717	Pièces de moteur d'aéronef
2015	1	Donnée

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
CHINE				
2010			3	Données sur moteur d'avion
2011			60 201	Ordinateurs
2022			2	Spécifications de conception
COLOMBIE				
2011			80 500	Matériel électronique
2015		600 000		Système de caméra de surveillance
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE				
2005			317 982	Cartes à circuits
2006			289 260	Pièces de véhicule
2007			1 098 958	Composants d'équipement de protection - lutte contre le terrorisme et CW
2009			2 849 732	Sonar, composants de système de commande de navire
2010	41 106 860		105 043	Aéronefs de patrouille, pièces
2011		17 321 926	13 085 118	Postes de radio et pièces, composants électroniques
2016			69 847	Hélices
2017		657 252		Systèmes de scaphandre léger autonome, contre-mesures IR
2019			67 000	Composants de laser
2021			33 375	Logiciels de contre-mesures
CROATIE				
2007		48 515		Équipement de protection - CW
CHYPRE				
2001	250			Armes pour activités sportives

DANEMARK			
2001		13 249 684	Pièces et accessoires d'armes à feu militaire
2001		6 000	Composants de lance-grenades
2007	325 148		Équipement de protection - lutte contre le terrorisme
2010		205 597	Pièces d'aéronef
2011		168 941	Ordinateurs
2016		31 106	Pièces de fonderie
2017		5 250	Composants de système de suppression de signature IR
ÉGYPTE			
2010		2 042 821	Pièces d'aéronef et de moteur
2011		19 437	Pièces de rechange pour postes de radio
2013	1 092		Vêtement de protection balistique
ÉMIRATS ARABES UNIS			
2003	1 500		Munitions
2009		191 623	Composants électroniques de marine
2011	540 750	80 708	Postes de radio et pièces
2014		55 473	Pièces de simulateur
ESPAGNE			
2001	20 682		Armes à feu pour activités sportives
2006		1 960	Pièces de groupe motopropulseur de véhicule
2007	248 683		Équipement de protection - CW
2009	683 854	195 000	Bouées acoustiques, équipement de navigation
2010		17 448	Pièces de moteur d'avion
2011		717 788	Antennes, composants électroniques

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
ESPAGNE (SUITE)				
2016			31 504	Pièces de fonderie
2017		1 791 076		Conteneurs à munitions, systèmes de suppression de signature IR
2021			1	Donnée
ESTONIE				
2017		10 000		Équipement de protection - CW
FINLANDE				
2001	10 050			Armes à feu
2006			580 839	Pièces de véhicule
2010			263 919	Pièces d'aéronef et de moteur
2011			100 000	Composants électroniques
2021			186 000	Logiciels pour simulateur
FRANCE				
2001	14 190		1 000	Armes à feu et pièces
2003			42 000	Composants de munitions
2004	2 305 680			Roquettes
2005			4 418 013	Dispositifs optiques et pièces
2006			250 000	Panneaux d'affichage
2007		19 756		Équipement de protection - CW
2008			1 200	Agent propulsif
2009		2 493 700		Bouées acoustiques
2010			158 772	Pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011			2 523 441	Avionique
2014		81 600		Composants de simulateur

2015	711 000	1 055 761	Équipement de surveillance et composants
2017		12 495	Contre-mesures IR
2020		2	Pièces d'appareil respiratoire
2021		5 250	Logiciels
2022		42	Données techniques
GRÈCE			
2001	4 303		Armes à feu
2007	74 386		Équipement de protection - CW
2009	1 030 845		Bouées acoustiques
2010		74 753	Pièces d'aéronef
2011		928 761	Pièces électroniques
2017		16 500	Conteneurs à munitions
2018		82 382	Équipement d'essai
2022		33 750	Logiciels
GROENLAND			
2001	21 028		Armes à feu
2003	2 491		Munitions
HONG KONG			
2007	82 349		Composants d'équipement de protection - CW
ISLANDE			
2011		2 325	Antennes
INDE			
2009	2 700 000		Composants de commande des machines de navire
INDONÉSIE			
2011		570	Antennes
2014		3 170	Pièces de simulateur
IRLANDE			
2001		20 000	Pièces d'armes légères

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
ISRAËL				
2005			14 620	Pièces de fonderie
2006		2 316 626		Autobus et ambulances blindés
2007			3 636	Composants d'équipement de protection - CW
2009			365 907	Composants de commande de navire
2011			220 350	Antennes et afficheurs
2015			26 500	Composants pour CME
2016			1 854	Pièces de fonderie
2018			345 000	Équipement de production
2021			218 052	Logiciels de simulation
2022			100	Logiciels
ITALIE				
2001	26 786			Armes à feu
2003	704778			Munitions pour armes légères
2005			4	Lentilles
2006			1 601 045	Pièces de véhicule
2009		1 144 118		Bouées acoustiques
2010			2 886 370	Pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011			4 516 586	Composants de poste de radio et de matériel électronique
2014			102	Pièces de simulateur
2015			21 000	Composants de capteur
2016			1 350	Pièces de fonderie
2017			30 549	Scaphandres légers autonomes
2018			24 688	Données de production
2021			19 375	Logiciels de simulation

JAMAÏQUE			
2006	746 477		Fourgons blindés
JAPON			
2001	1 900	2 916	Armes à feu pour activités sportives et pièces
2007		66	Pièces d'équipement de protection - CW
2008		801 550	Agent propulsif
2010		2 100 386	Pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011		2 630 529	Ordinateurs, pièces d'équipement de détection
2014		1	Pièces de simulateur radar
JORDANIE			
2011		236 000	Pièces de poste de radio
2021		110 346	Logiciels de simulation
KAZAKHSTAN			
2001	33 649		Armes à feu pour activités sportives
KOWEÏT			
2007		160	Équipement de protection - CW
LETTONIE			
2003	2 205		Munitions pour armes légères
2017		110 892	Systèmes de scaphandre léger autonome
LUXEMBOURG			
2007		7 500	Composants d'équipement de protection - CW
2010		2 636 044	Pièces de drone
2011		59 544	Avionique
2014		72 000	Pièces de rechange de simulateur

Valeur des exportations (en dollars canadiens)				
Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
MALAISIE				
2002	2 749 650			Lance-roquettes montés sur aéronefs
2010			1 543 287	Pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011			6 517	Antennes
2014			51 933	Pièces de simulateur
2015		810 000		Capteur
2017			1	Pièce de scaphandre léger autonome
2018			4	Données d'essai
2021			1	Logiciels de simulation
MAROC				
2014			36 082	Pièces de simulateur
MEXIQUE				
2011		430 000		Caméra
NICARAGUA				
2001	165 571			Armes à feu pour activités sportives
NIGÉRIA				
2010			460 275	Moteur d'avion
NORVÈGE				
2001			2 783 140	Composants d'armes légères
2002			78 944	Pièces de lance-grenades
2003	510 710			Munitions pour armes légères
2006			1 548 537	Pièces de véhicule blindé
2009		1 113 684		Bouées acoustiques
2011			1 858 149	Composants de système de navigation

2014		626 924	Pièces de vêtement de protection balistique
2015	6 249 270	60 898	Imageurs thermiques et pièces
2016		29 205	Pièces de fonderie
2017	695 172		Systèmes de scaphandre léger autonome, équipement de suppression de signature IR
2018		1	Donnée

NOUVELLE-ZÉLANDE

2001	19 975	1 673	Armes à feu et pièces
2003	153 600		Munitions de gros calibre
2006		800	Chargeur de batterie
2007	82 570		Équipement de protection - CW
2009	588 629		Bouées acoustiques
2010		469 710	Pièces d'aéronef
2018		400	Données techniques

OMAN

2002		1 272	Pièces de lance-roquettes
2004		1 387 250	Pièces de roquettes montées sur aéronef

OTAN

2006		12 083	Pièces de véhicule
2010		73 236	Pièces d'aéronef
2011		112 698	Panneaux d'affichage

PANAMA

2001	29 688		Armes à feu pour activités sportives
------	--------	--	--------------------------------------

PAYS-BAS

2001		2 319 794	Composants d'armes légères
2003		438 802	Composants de munitions
2005		7 106 340	Pièces de rechange pour systèmes de conduite du tir
2008		121 400	Agent propulsif

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
PAYS-BAS (SUITE)				
2009			1 031 886	Pièces d'équipement de navigation
2010			519 174	Pièces d'aéronef et de moteur d'avion
2011		6 260 000	7 158 343	Radar et composants
2014		59 415		Composants de simulateur
2016			280 186	Pièces de fonderie
2017		152 145		Systèmes de scaphandre léger autonome
2021			20 755	Logiciels
2022			100	Données
PÉROU				
2011			14 446	Antennes
PHILIPPINES				
2017			344 121	Conteneurs à munitions
POLOGNE				
2010			3	Spécifications pour moteurs
2011			109 801	Antennes
2018			1	Document technique
2022			2	Spécifications de conception
PORTUGAL				
2009		58 748		Bouées acoustiques
2010			6 316	Pièces d'aéronef
2011			257 258	Pièces de sonar
2014		40 800		Dispositif d'entraînement pour CME
2017		329 725		Scaphandres légers autonomes
2018			3	Données

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE			
2007	60 700		Équipement de protection - CW
2011		20 628	Détecteurs de commande
2017		40	Détecteurs de commande
2018		6	Données
ROYAUME-UNI			
2001	138 366		Armes à feu et pièces
2002		5 000	Pièces de lance-roquettes
2003	19 522		Munitions d'exercice
2004		246 503	Pièces et composants de roquette
2005		2 546 516	Pièces de conduite du tir et de télémètre
2006		2 694 859	Pièces de véhicule blindé
2007		2 145 918	Composants d'équipement de protection - CW
2009		7 348 495	Pièces de sonar et de navire
2010		52 587 437	Pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011		47 214 530	Composants de poste de radio et d'ordinateur, afficheurs
2014		46 717 493	Pièces de simulateur et ensembles de mise à niveau
2015	3 442 294	33 182	Système de surveillance et pièces
2016		1 190 759	Pièces de fonderie
2017	1 446 961		Ordinateurs, douilles, système de scaphandre léger autonome, contre-mesures
2018		14 292	Données de production
2021		81 000	Logiciels
2022		127 632	Technologie
RUSSIE			
2022		4	Données techniques

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et n° d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
SINGAPOUR				
2002			42 100	Pièces de lance-grenades et de lance-roquettes
2006			7 618 993	Pièces de TTB
2007		1 054 687		Équipement de protection - lutte contre le terrorisme et CW
2008	1 604			Charges
2009			396 764	Composants de dispositifs de déminage
2010			40 332	Pièces d'aéronef
2011			134 434	Postes de radio et composants électroniques
2014			4 888	Pièces de simulateur
2017		14 250		Système de suppression de signature IR
2018			2	Données
2021			60 041	Logiciels de simulation
SRI LANKA				
2011			172 112	Pièces de rechange de poste de radio
SUÈDE				
2001	15 478			Armes à feu pour activités sportives
2005			9 564	Lunettes de visée et lentilles
2006			1 479 802	Chenilles de véhicule et organes de roulement
2007		157 795		Équipement de protection - lutte contre le terrorisme
2009			8 325 298	Pièces de sonar
2010			2 508 817	Pièces d'aéronef et de moteur

2011	2 450 462	Pièces de poste de radio et de radar
2013	66 666	Vêtement de protection balistique
2014	579 480	Pièces de simulateur
2016	5 548	Pièces de fonderie
2017	7 125	Pièces - contre-mesures IR
2021	2 000	Logiciels

SUISSE

2001	32 563	Armes à feu
2006	202 044	Pièces de VBC
2010	10 000	Pièces d'aéronef
2011	3 000	Composants électroniques
2017	119 000	Logiciels de simulation
2022	5 851	Manuels

TAÏWAN

2005	796 500	Unités d'alimentation
2006	15 238	Faisceau de câblage
2010	193 694	Pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011	2 480 193	Composants d'équipement de communication
2021	71 068	Logiciels d'essai

TANZANIE

2001	1 450	Armes à feu pour activités sportives
------	-------	--------------------------------------

THAÏLANDE

2001	79 135	Armes à feu et pièces
2002	235 060	Lance-roquettes montés sur aéronefs
2006	1 281 620	Pièces de véhicule blindé
2010	389 000	Pièces d'aéronef
2011	123 727	Pièces de rechange pour poste de radio

THAÏLANDE (SUITE)

2017		9 908	Outillage
2018		1	Document technique

TRINITÉ-ET-TOBAGO

2001	2 448		Armes à feu
------	-------	--	-------------

TURQUIE

2001	1 150		Armes à feu
2005		909	Lunettes de visée
2009	834 706		Équipement de navigation
2011		46 670	Antennes
2016		201 626	Pièces de fonderie
2021		28 500	Logiciels de simulateur

VENEZUELA

2001	27 636		Armes à feu
2011		65 120	Composants d'équipement de communication

TOTAL GÉNÉRAL**678 265 129**

Tableau 4
Exportations de marchandises militaires selon le numéro
de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée
Période d'exportation du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002

N° d'article de la LMEC	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2001	2002
2001	25 830 880	19 446 488
2002	2 997 387	3 124 203
2003	10 438 684	8 297 607
2004	9 854 755	4 929 659
2005	20 968 079	15 706 724
2006	42 006 249	113 796 344
2007	4 139 086	6 286 319
2008	1 913 738	1 706 908
2009	51 168 691	49 664 655
2010	135 192 477	157 393 269
2011	129 620 774	150 400 656
2013	229 940	980 316
2014	122 933 937	116 485 025
2015	16 157 050	14 007 712
2016	1 068 442	1 981 354
2017	12 111 430	11 142 097
2018	41 866	1 312 999
2019	0	67 000
2020	131 563	2
2021	3 403 134	919 435
2022	1 775 344	562 497
Total	591 611 246	678 265 129

Annexe 1
Liste des pays membres de l'OTAN et
Liste des pays désignés (armes automatiques) - LPDAA

Pays membres de l'OTAN ¹	Pays de la LPDAA ²
Allemagne	Allemagne
Belgique	Arabie saoudite
Canada	Australie
Danemark	Belgique
Espagne	Botswana
États-Unis	Danemark
France	Espagne
Grèce	États-Unis
Hongrie	France
Islande	Grèce
Italie	Italie
Luxembourg	Norvège
Norvège	Nouvelle-Zélande
Pays-Bas	Pays-Bas
Pologne	Royaume-Uni
Portugal	Suède
République tchèque	
Royaume-Uni	
Turquie	

1 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

2 Liste des pays désignés (armes automatiques)

Annexe 2

Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

N° d'article de la LMEC		N° d'article de la LMEC
2001	Allemagne	Japon
2002	Argentine	Luxembourg
2003	Australie	Norvège
2004	Autriche	Nouvelle-Zélande
2005	Belgique	Pays-Bas
2006	Bulgarie	Pologne
2007	Canada	Portugal
2008	Corée, République de	République tchèque
2009	Danemark	Roumanie
2010	Espagne	Royaume-Uni
2011	États-Unis	Russie
2012	Finlande	Slovaquie
2013	France	Suède
2014	Grèce	Suisse
2015	Hongrie	Turquie
2016	Irlande	Ukraine
2017	Italie	

Annexe 3

Description du Groupe 2 de la LMEC (matériel de guerre)

N° d'article de la LMEC	Description
2001	Armes à feu et armes automatiques d'un calibre de 12,7 mm (0,5 po), y compris les armes à feu pour activités sportives et compétitives ainsi que leurs composants et accessoires.
2002	Armes d'un calibre supérieur à 12,7 mm (0,5 po) ainsi que leurs composants.
2003	Munitions destinées aux armes visées par les articles 2001 et 2002.
2004	Bombes, torpilles, grenades, pots fumigènes, roquettes, produits pyrotechniques militaires, charges de destruction et leurs composants.
2005	Équipement de conduite du tir, capteurs de télémétrie, calculateurs balistiques et matériel d'alerte et d'avertissement connexe spécialement conçus à des fins militaires, de même que leurs composants.
2006	Véhicules motorisés spécialement conçus ou modifiés à des fins militaires (c.-à-d. les véhicules blindés, les véhicules amphibies, les véhicules de dépannage et les véhicules servant à transporter des systèmes d'arme ou des munitions) ainsi que l'équipement et les composants connexes.
2007	Équipement et composants, tels les masques et les vêtements de protection, servant à la détection des matières radioactives et des agents biologiques et chimiques, de même qu'à la protection contre ces matières et agents.
2008	Explosifs et combustibles, y compris les agents propulsifs et les substances connexes, spécialement conçus à des fins militaires.
2009	Navires militaires, équipement et accessoires navals de conception spéciale, tels les moteurs, les systèmes de navigation et l'équipement de détection immergé, de même que leurs composants.
2010	Aéronefs, hélicoptères, drones multi-missions et équipement, moteurs et composants connexes, spécialement conçus ou modifiés à des fins militaires.

N° d'article de la LMEC	Description
2011	Matériel électronique servant à des fins militaires, tels l'équipement de communication et de contre-mesures électroniques et les systèmes radar.
2012	Systèmes d'arme à énergie cinétique à grande vitesse et composants connexes.
2013	Équipement blindé ou protecteur tel que les plaques blindées, le vêtement de protection balistique et les casques militaires, de même que les composants connexes.
2014	Équipement spécialisé servant à l'entraînement militaire ou à la simulation de scénarios militaires, tels les appareils d'entraînement informatisés et les simulateurs de vol ou de conduite, de même que leurs composants et accessoires.
2015	Matériel d'imagerie ou de contre-mesures, y compris le matériel photographique, le matériel d'imagerie thermique et les composants de conception spéciale.
2016	Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits, spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001 à 2004, 2006, 2009, 2010, 2012 ou 2019.
2017	Matériel et équipement divers ainsi que bases de données techniques spécialement conçus à des fins militaires, de même que leurs composants (c.-à-d. appareils de plongée, ateliers mobiles ou ponts, équipement de construction militaire ou de génie de campagne, équipement de suppression de signature ou revêtements et appareils robotisés).
2018	Équipement et technologie servant à la fabrication de produits du Groupe 2 de la LMEC.
2019	Systèmes d'armes à énergie dirigée et leurs contre-mesures.
2020	Matériel cryogénique et supraconducteur ainsi que composants et accessoires de conception spéciale.
2021	Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires.
2022	Technologie servant au développement, à la production ou à l'utilisation d'articles du Groupe 2 de la LMEC.

Annexe 4

Renseignements additionnels

Sites du MAECI

Site Web de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation :
www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/eicbintro-fr.asp

Contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération :
www.dfait-maeci.gc.ca/arms/menu-fr.asp
(présente des liens à d'autres pages du MAECI et à divers sites abordant les questions du contrôle des armements et de la sécurité internationale)

Sites externes

Association de l'industrie de la défense du Canada :
www.cdia.ca
(en anglais seulement)

Association des industries aérospatiales du Canada :
www.aiac.ca
(en anglais seulement)

Centre canadien des armes à feu
(renseignements sur le contrôle des armes à feu au Canada) :
www.cfc-ccaf.gc.ca

Organisation des Nations Unies :
www.un.org/french

Wassenaar :
www.wassenaar.org
(en anglais seulement)

DOC
CA1
EA255
A55
EXF
2002

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 2002

Exports



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

Table of Contents

Foreword 1

Area Capital and Security Policy Framework 2

Export Control Policy and Implementation 3

Military Export Statistics 6

Notes on Methodology

Tables and Charts

Table 1: Reports of Military Goods by Destination, August 2002 7

Table 2: Reports of Military Goods by Destination, August 2002, by Security Grouping and Development Level 8

Chart 1: Reports of Military Goods by Destination, August 2002 9

Table 3: Reports of Military Goods by Destination, Country 10

Table 4: Reports of Military Goods by Destination, Country, and Component 12

Table 5: Reports of Military Goods by Export Control by Country 13

Annexes

Annex 1: List of NATO and Other Countries 14

Annex 2: Export Control Arrangement Agreements 15

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 2002

Dept. of Foreign Affairs
 Min. des Affaires étrangères
 DEC 21 2009
 Return to Departmental Library
 Retourner à la Bibliothèque du Ministère

December 2003
 Export Controls Division
 Export and Import Controls Bureau
 Department of Foreign Affairs and International Trade
 Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/

Exports



© Her Majesty the Queen in Right of Canada,
represented by the Minister of International Trade, 2003

Catalogue Number: E78-1/2002

ISBN 0-662-67746-3

Table of Contents

Foreword	1
Arms Control and Security Policy Framework	1
Export Control Policy and Implementation	4
Military Export Statistics	6
Notes on Methodology	7
Tables and Charts	
Table 1: Exports of Military Goods by Destination According to Security Grouping and Development Level	8
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination According to Security Grouping and Development Level	9
Table 2: Exports of Military Goods by Destination Country	10
Table 3: Exports of Military Goods by Destination Country and Component Category	13
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Number	28
Annexes	
Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries	29
Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries	30
Annex 3: Description of Export Control List Group 2 (Munitions)	31
Annex 4: Additional Information	33

Table of Contents

Foreword	1
Air Control and Security Policy Framework	1
European Council Policy and Implementation	1
Military Export Statistics	1
Notes on Methodology	1
Tables and Charts	1
Table 1: Number of Military Goods by Destination According to Development Level	8
Table 2: Military Goods by Destination According to Development Level	9
Table 3: Exports in Military Goods by Destination Country	10
Table 4: Military Goods by Destination Country	11
Table 5: Exports in Military Goods by Country	12
Annexes	13
Annex 1: List of Military Goods	13
Annex 2: List of Military Goods by Destination Country	14
Annex 3: Exports in Military Goods by Destination Country	15
Annex 4: Exports in Military Goods by Country	16

Foreword

Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. It constitutes one of the three pillars of the Government of Canada's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely, "the protection of our security, within a stable global environment." To this end, it is important both to maintain the operational readiness of Canadian and allied forces and to prevent destabilizing accumulations of conventional arms and the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems. Thus Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as of measures to promote transparency and build confidence at the regional and global levels.

Canada's security rests on the existence of a strong defence industrial base that can provide the Canadian Forces with the equipment, munitions and spare parts they need to meet operational requirements, including combat and peacekeeping missions. In turn, a robust Canadian defence industry requires foreign as well as domestic buyers for its products, most of which go to allied or other closely aligned nations. Canada upholds the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, we recognize the need to subject exports of defence products to close controls to ensure they are consistent with Canadian values and are not diverted to ends that would threaten Canada and its allies or have a destabilizing effect on both regional security and global order.

The international control regime that concerns itself with conventional arms and dual-use goods and technologies is the Wassenaar Arrangement, which Canada helped establish in 1996. Its objective is to contribute to regional and international security and stability by promoting transparency and greater responsibility in transfers of conventional arms and strategically sensitive goods and technologies; in this way, it helps prevent destabilizing accumulations in areas of concern. The 33 participating states seek, through their national policies, to ensure that transfers of these items do not contribute to the development or enhancement of military capabilities that would undermine these goals, and to ensure that such goods and technologies are not diverted.

Canada also played an important role in developing, in 1996, a set of UN Guidelines on International Arms Transfers and is fully implementing the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)'s 1993 Principles Governing Conventional Arms Transfers. As well, Canada has endorsed the European Union's Code of Conduct for International Arms Transfers, as adopted in June 1998.

Canada has worked actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. For instance, Canada strongly promoted the creation of the

United Nations Register of Conventional Arms (UNCAR) and was a founding contributor. The Register, established by a UN General Assembly Resolution in December 1991, makes a significant contribution to transparency, confidence building and enhanced global security.

The UN celebrated UNCAR's 10th anniversary last year, noting its success in forging a global norm that promotes transparency in order to build confidence. The Register remains the only global, cooperative security instrument that is mandated to address the challenges related to the proliferation of conventional arms.

In support of the Register, which is maintained at UN headquarters in New York, all governments may voluntarily supply data annually on their imports and exports in seven major categories of conventional weapons systems. Each year since the Register began operations, on average more than 90 governments have made submissions to it, and of these about 70 have done so consistently, including Canada. So far, 164 member states have participated at least once in this voluntary instrument, with a record 124 states submitting reports on arms transfers in 2002.

All major arms exporters and most major importers now submit reports annually, and there is reasonable representation from most geographic regions. By capturing over 95 percent of the international trade in major conventional weapons, the Register has become an important and authoritative source of information.

In its report, the 2000 UN Governmental Group of Experts on the continuing operation and further development of the Register recommended seeking universal participation through a series of subregional workshops to enhance familiarity with UNCAR. Taking place in 2002 and 2003, and sponsored by Canada, Germany, Japan and the Netherlands, these workshops promoted the Register as well as the UN Military Expenditures report-another UN transparency instrument.

The 2003 Group of Governmental Experts on the continuing operation and further development of the Register successfully concluded its work on August 1 by adopting a consensus report containing a number of significant recommendations. These recommendations are designed to further improve the operation of the Register and enhance its global relevance. Notably, the Group recommended technical adjustments to two of the seven categories of conventional arms covered by the Register. Specifically, it proposed lowering the reporting threshold for large-calibre artillery systems from 100 to 75 millimetres, and including Man-Portable Air-Defence Systems (MANPADS) in Category VII (Missiles and Missile Launchers).

In addition to looking at technical adjustments to the seven categories of the Register, the Group conducted detailed discussions on a range of other issues. These issues included the status of reporting on procurement through national production and

military holdings and the relationship of small arms and light weapons to the Register. Canada is one of a growing number of countries that voluntarily submit data on military holdings as well as on procurement through national production. This information goes beyond the minimum currently required by the United Nations and makes an important contribution to global transparency on military capabilities. We encourage other countries to join us in submitting such data; we also encourage them to enhance their submissions by ensuring their accuracy and completeness and by providing any other relevant background information.

Canada, in cooperation with like-minded partners, is looking at ways to address the proliferation of small arms, which can undermine the security and development efforts of many developing countries as well as contribute to human suffering. We have adopted an integrated approach, addressing the arms control, crime prevention and peace-building dimensions of the issue at the global, regional and national levels. Such an approach targets supply-side and transit issues, and seeks to cope with post-conflict surplus stocks and reduce the demand for weapons. Resolving the small arms problem is seen as an integral part of conflict prevention and management, peacemaking, peacekeeping and post-conflict reconstruction.

On the arms control front, the emphasis is on promoting measures designed to achieve greater restraint and transparency in legal transfers of small arms and light weapons. Aspects under review include codes of conduct, transparency and registry initiatives, and consciousness-raising activities in security-related bodies such as the North Atlantic Treaty Organization (NATO), the OSCE and Wassenaar. Canada's own strict procedures to control the exports of small arms are described below.

A long-standing policy objective for Canada is the non-proliferation, reduction and elimination of nuclear weapons and other weapons of mass destruction (i.e. chemical and biological weapons). Canada has played an active role in efforts to counter the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems. For example, Canada helped to secure the indefinite extension of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and lobbied other countries to ratify the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT). Canada ratified the Chemical Weapons Convention (CWC) in September 1995 and established within the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) a National Authority to serve as the focal point for effective liaison with the Convention's international secretariat in The Hague. Canada is also working to strengthen the effectiveness and improve the implementation of the Biological and Toxin Weapons Convention (BTWC) through multilateral efforts and national measures.

Canada is increasingly concerned over missile proliferation, especially the continued rise in the number of indigenous development programs and new exporters.

Consequently, we have been deeply involved in developing the draft International Code of Conduct (ICOC) against ballistic missile proliferation and are convinced that it could evolve into the first normative multilateral agreement on restraint of ballistic missiles. As part of Canada's commitment to ensuring responsible trade in goods and technology that might be misused to develop weapons of mass destruction and their means of delivery, we are long-standing participants in several intergovernmental arrangements intended to coordinate and exchange information on exports, including the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Zangger Committee.

Export Control Policy and Implementation

Control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. In line with its international obligations, Canada uses the definition of "military good" found in the International Munitions List developed and maintained by the Wassenaar Arrangement. These are goods that are agreed to be "specially designed or modified for military use." Canada has incorporated the listed goods into its Export Control List (ECL) Group 2 (Munitions). Goods not designed for military use but employing strategically sensitive technologies are identified in a second list (Dual-Use Goods and Technologies) compiled by the Wassenaar Arrangement. Canada has included these goods in the ECL Group 1 (Dual Use). Permits are required for the export of any goods captured by Wassenaar's lists regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end-user or a government and/or military end-user. However, many day-to-day civilian goods (such as typewriters, automobiles or civil-certified aircraft) may also be acquired by military end-users. These are not normally subject to export control if not included on the lists maintained by Wassenaar or the other international non-proliferation regimes.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- a) that pose a threat to Canada and its allies;
- b) that are involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) that are under UN Security Council sanctions; or
- d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

Permits are required for the export of military goods and technology to all destinations except the United States. The approval of the Minister of Foreign Affairs may be sought for the export of offensive military goods and technology, unless destined for NATO allies or a small group of specified like-minded countries. The Minister is also consulted about cases involving non-offensive military goods and technology, should concerns exist about any of the above-mentioned criteria. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, international security and defence industry experts at DFAIT, with the Department of National Defence and, where appropriate, with other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country, regional peace and stability (including civil conflict), and the human rights situation, including trends. Careful attention is also paid to the end-use documentation to ensure that the goods are indeed going to a legitimate end-user and will not be diverted.

Particular care is taken over applications involving firearms. Automatic weapons can be exported only to countries on the Automatic Firearms Country Control List (AFCCL) (see Annex 1). These are countries (currently 16) with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. The vast bulk of reported exports do not involve such modern military weapons. Rather, they involve sporting and recreational firearms, which are controlled only because they are captured by the Wassenaar definition or by other international obligations such as the Firearms Protocol of the United Nations Organized Crime Convention. Where possible, we have sought to differentiate exports of purely military small arms from ordinary, non-automatic firearms sold to civil or police end-users, and from small bore or smooth bore sporting weapons, which we control but are not captured on the Wassenaar Munitions List. Because many Canadian firearms exports are to private end-users, a number of steps are taken to ensure the firearms do not slip into the illegal arms trade or fuel local lawlessness or violence. Information may therefore be sought from our missions and from other sources about destination countries' firearms control laws and procedures. We want to know not only what exists on paper, but also how strict enforcement is and whether these laws and procedures are open to corruption. We also check the bona fides of the end-users.

All applicants seeking export permits for firearms are therefore required to provide an import permit or some equally valid evidence that their import will be allowed. This ensures that firearms do not leave Canada without an assurance that they will be allowed into the country of destination and that the recipient will be permitted to take possession of them.

Military Export Statistics

As part of Canada's work to promote greater transparency, DFAIT has published an annual report entitled the *Export of Military Goods from Canada* each year since 1990. Few other countries, as yet, provide this level of detail.

The statistics on military exports in the following tables are obtained from reports filed by exporters on the actual shipments for each of the permits issued to them under the Export and Import Permits Act. These reports include the country of destination and a description of the goods and their value. Information about individual shipments and information found on the original permit applications, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. Such information must be protected to ensure compliance with reporting requirements.

As noted above, permits are not required for the export of most Group 2 items to the United States. This has been a long-standing policy arising from the integration of the North American defence industry in World War II. Statistics on military exports to the United States are therefore not readily available and cannot be included in this report.

Certain types of statistics on Canadian exports to military users may be available from other sources, such as Statistics Canada or the Canadian Commercial Corporation. These, however, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, civil-certified aircraft or other civilian equipment. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and as each source uses different methods of compilation, no meaningful comparison of the data from these two sources is possible.

The internationally recognized standard for statistics on worldwide military trade is the above-mentioned UN Register of Conventional Arms. It confines itself to specific categories of weapons systems and does not include parts, components or the wide array of non-lethal support systems (such as radar equipment, simulators and software designed for military use) that make up a large proportion of Canada's military exports.

In 2002, Canada's exports of military goods amounted to some \$678 million, compared with \$592 million in 2001. As in previous years, NATO and AFCCL countries accounted for the major share (80 percent) of our military exports. Increasingly, the bulk of Canadian military exports (almost 90 percent) are going to high-income, highly developed countries. There were only two exports, less than 1 percent of the total, that went to countries given a low human development index rating by the UN Development Programme. As Table 2 shows, in 2002 Canada's largest non-U.S. military market continued to be the United Kingdom, which at \$168 million accounted for one quarter of our non-U.S. exports. The other most significant markets for Canadian defence

exports in 2002 were Australia, Germany and Korea. Together, these four destinations received two thirds of Canada's non-U.S. defence exports.

Canada's military export totals are modest by world standards (based on figures in the UN Register, Canada accounts for less than 1 percent of the world arms market), in a sector characterized by high-value transactions. Individual sales therefore may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another often reflect the initiation or completion of one or two large contracts. It is important to review the pattern of trade over a period of years and not draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next.

Further information related to Canada's export controls can be found at our Web site (www.dfait-maeci.gc.ca/eicb).

Notes on Methodology

The statistics in this Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:

- "Military goods" are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised using internationally accepted terminology to provide greater detail for the reader.
- As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for over half of Canada's exports of military goods and technology.
- The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis.
- Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports. For example, the totals for 2001 have been revised to reflect additional information received since publication of the 2001 Annual Report.

Table 1
Exports of Military Goods by Destination According to
Security Grouping and Development Level

Export Period 01/01/02–31/12/02

Destination*	Value Exported (C\$) 2002	%
NATO (except U.S.) **	362,980,593	53.52
AFCCCL (except NATO and U.S.)	180,870,971	26.67
Others	134,413,565	19.81
Total	678,265,129	100.00
High Human Development Index Countries *** (over 0.800)	521,610,908	76.39
Medium Human Development Index Countries *** (0.500–0.799)	156,192,496	22.02
Low Human Development Index Countries *** (less than 0.500)	461,725	0.68
Total	678,265,129	100.00

* A list of NATO and AFCCCL countries is presented in Annex 1.

** Permits are not required for exports of most Group 2 (Munitions) to the U.S.

*** Statistics and categories are based on the United Nations Development Programme (UNDP) *Human Development Report 2002*.

Chart 1
Exports of Military Goods by Destination According to
Security Grouping and Development Level

Export Period 01/01/02–31/12/02

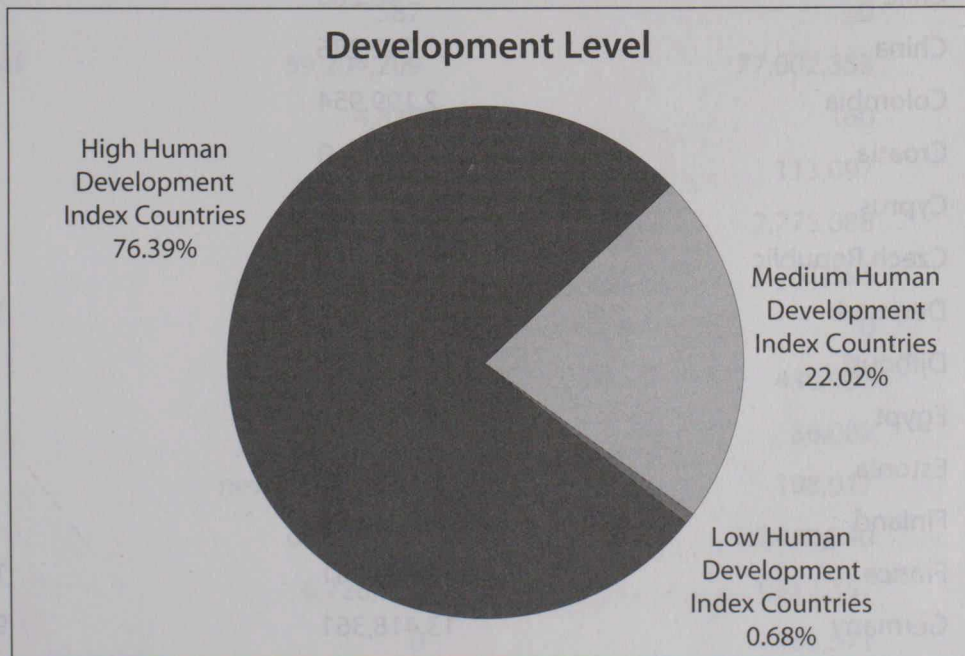
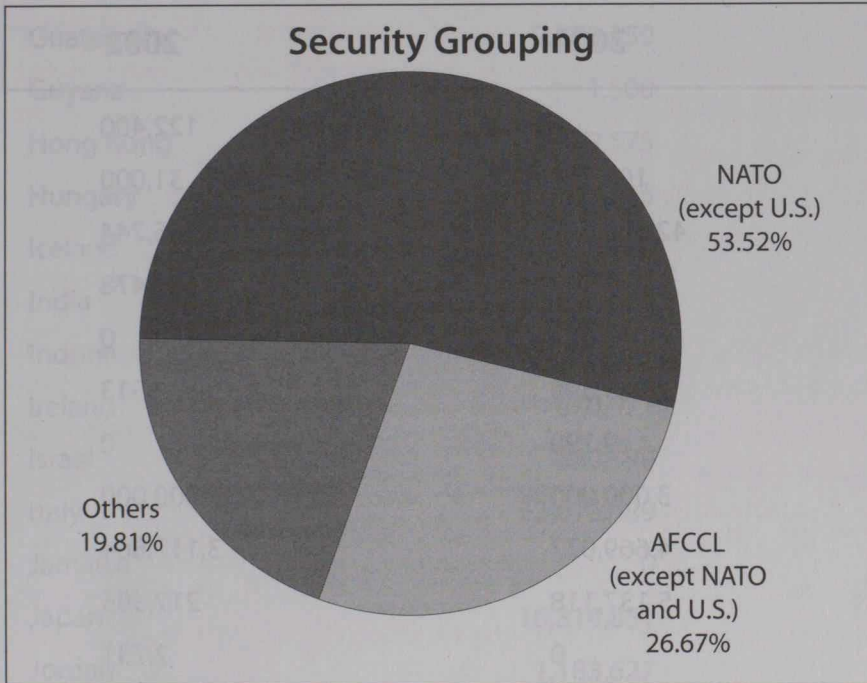


Table 2
Exports of Military Goods by Destination Country

Export Period 01/01/02–31/12/02

Country	Value Exported (C\$)	
	2001	2002
Algeria	0	122,400
Argentina	100,751	31,000
Australia	42,383,619	110,965,244
Austria	203,543	672,478
Bahrain	3,662	0
Belgium	7,949,599	10,526,513
Bermuda	9,190	0
Bolivia	3,000,000	2,000,000
Botswana	4,669,077	3,117,864
Brazil	5,137,118	217,305
Brunei	0	2,731
Bulgaria	40	0
Chile	48,288	12,202,013
China	242,286	60,206
Colombia	2,199,954	680,500
Croatia	0	48,515
Cyprus	0	250
Czech Republic	204,678	81,374
Denmark	70,941,868	13,991,726
Djibouti	11,400	0
Egypt	3,637,707	2,063,350
Estonia	28,357	10,000
Finland	722,328	1,140,808
France	19,998,941	14,093,902
Germany	13,418,361	93,434,477

Country	Value Exported (C\$)	
	2001	2002
Greece	5,496,557	2,245,680
Greenland	15,938	23,519
Guatemala	2,220,350	0
Guyana	1,500	0
Hong Kong	39,575	82,349
Hungary	10,545	0
Iceland	0	2,325
India	0	2,700,000
Indonesia	109,458	3,740
Ireland	670,921	20,000
Israel	660,190	3,512,845
Italy	22,019,089	10,976,751
Jamaica	0	746,477
Japan	10,814,851	5,537,348
Jordan	1,183,627	346,346
Kazakhstan	0	33,649
Kenya	587	0
Korea, Republic of	59,204,209	77,002,353
Kuwait	4,835	160
Latvia	251,491	113,097
Luxembourg	5,496,421	2,775,088
Malaysia	10,484,924	5,161,393
Mauritius	3,204	0
Mexico	436,334	430,000
Morocco	146,976	36,082
NATO	new destination	198,017
Netherlands	60,584,703	25,468,340
New Zealand	6,728,192	1,317,357
Nicaragua	0	165,571

Country	Value Exported (C\$)	
	2001	2002
Nigeria	0	460,275
Norway	2,434,721	15,561,421
Oman	636,051	1,388,522
Panama	0	29,688
Peru	0	14,446
Philippines	275,000	344,121
Poland	5,500	109,807
Portugal	29,172	692,850
Qatar	1,771,028	0
Russia	0	4
Saudi Arabia	32,116,331	49,795,495
Singapore	5,881,569	9,745,342
South Africa	292,687	78,260
Spain	2,535,794	3,707,996
Sri Lanka	1	172,112
Sweden	2,604,505	15,675,011
Switzerland	149,194	372,458
Taiwan	13,160,058	3,556,693
Tanzania	0	1,450
Thailand	218,927	2,118,451
Trinidad & Tobago	0	2,448
Tunisia	1,729,547	0
Turkey	1,428,722	1,113,561
United Arab Emirates	778,521	870,054
United Kingdom	152,143,856	168,000,765
Uruguay	855,088	0
Venezuela	11,595,617	92,756
Total	591,983,506	678,265,129

Table 3
Exports of Military Goods by Destination Country
and Component Category
Export Period 01/01/02–31/12/02

Acronyms

AFV	armoured fighting vehicle	ECM	electronic countermeasures
APC	armoured personnel carrier	EW	electronic warfare
CT	counterterrorism	IR	infrared
CW	chemical weapons	LAV	light armoured vehicle

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
ALGERIA				
2014		122,400		ECM equipment
ARGENTINA				
2011			31,000	amplifier
AUSTRALIA				
2001	180,276		1,455	firearms & parts
2003	6,173,670		1,650	artillery ammunition
2005			395,537	fire control components
2006	35,863,487		33,390,800	LAVs & components
2007	231,090		79,425	CT & CW defence equipment
2009			1,488,135	ship, sonobuoy & sonar parts
2010			8,866,629	helicopter, aircraft & engine parts
2011			21,697,757	electronic equipment parts & repairs
2013		41,658		body armour

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)			Comments
		Support Systems	Parts		

AUSTRALIA CONT'D

2014			1,279,405	EW system, simulator parts
2017		194,657		scubas
2018			651,811	test sets, tooling
2021			39	software
2022			427,763	technical data

AUSTRIA

2001	15,018			firearms
2007		48,330		CW defence equipment
2011		300,000		surveillance pod
2013		178,000		CT defence equipment
2017		131,130		large-calibre ammunition containers

BELGIUM

2003	15,500		134,154	ammunition & components
2006			3,077,964	turrets & parts
2007		1,300		CW defence equipment
2008			781,154	propellant
2010			51,931	aircraft parts
2011		300,000	117,755	sensors & sonar components
2015		810,001		surveillance pods
2016			131,582	large-calibre ammunition components
2017		5,027,458		scubas, ammunition containers
2018			77,714	test equipment

BOLIVIA

2010			2,000,000	aircraft repair & overhaul
------	--	--	-----------	----------------------------

BOTSWANA				
2002			573	rocket parts
2010			3,111,537	aircraft & engine parts
2014			600	ohmmeter
BRAZIL				
2003			5,250	ammunition components
2010			140,986	helicopter parts
2011			6,269	navigation equipment parts
2014		40,800		ECM equipment
2017			24,000	ammunition container parts
BRUNEI				
2005			2,731	optical sights
CHILE				
2001	18,817			firearms
2005			87,478	fire control system components
2009			12,000,000	warship components
2010			95,717	aircraft engine parts
2015			1	data
CHINA				
2010			3	aero-engine data
2011			60,201	computers
2022			2	design specifications
COLOMBIA				
2011			80,500	electronics
2015		600,000		surveillance camera system
CROATIA				
2007		48,515		CW defence equipment
CYPRUS				
2001	250			sporting firearm

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
CZECH REPUBLIC				
2007		60,700		CW defence equipment
2011			20,628	control sensors
2017			40	control sensors
2018			6	data
DENMARK				
2001			13,249,684	military firearms, parts & accessories
2001			6,000	grenade launcher components
2007		325,148		CT defence equipment
2010			205,597	aircraft parts
2011			168,941	computers
2016			31,106	castings
2017			5,250	IR suppression system components
EGYPT				
2010			2,042,821	aircraft & engine parts
2011			19,437	radio spares
2013		1,092		body armour
ESTONIA				
2017		10,000		CW defence equipment
FINLAND				
2001	10,050			firearms
2006			580,839	vehicle parts
2010			263,919	aircraft & engine parts
2011			100,000	electronic components
2021			186,000	simulator software

FRANCE				
2001	14,190		1,000	firearms & parts
2003			42,000	ammunition components
2004	2,305,680			rockets
2005			4,418,013	optics & parts
2006			250,000	display panels
2007		19,756		CW defence equipment
2008			1,200	propellant
2009		2,493,700		sonobuoys
2010			158,772	aircraft & helicopter parts
2011			2,523,441	avionics
2014		81,600		simulator components
2015		711,000	1,055,761	surveillance equipment & components
2017			12,495	IR countermeasures
2020			2	breathing apparatus parts
2021			5,250	software
2022			42	technical data

GERMANY				
2001	233,942		2,056	firearms & parts
2003	91,405			small-calibre ammunition
2004			990,226	missile parts
2005			35,530	optical parts
2006			1,122,316	armoured vehicle components
2007		128,100		CW defence equipment
2009		532,500	4,291,031	sonobuoys, ship navigation & control components
2010			3,014,496	aircraft parts
2011			15,345,624	defence electronics, communications equipment, avionics
2014		60,282,774	7,047,802	simulators & parts
2015			187,805	parts for imaging systems
2017			7,125	IR countermeasure components

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)			Comments
		Support Systems	Parts		
GERMANY CONT'D					
2018			116,493		production equipment, data packages
2022			5,251		software
GREECE					
2001	4,303				firearms
2007		74,386			CW defence equipment
2009		1,030,845			sonobuoys
2010			74,753		aircraft parts
2011			928,761		electronic parts
2017			16,500		ammunition containers
2018			82,382		test equipment
2022			33,750		software
GREENLAND					
2001	21,028				firearms
2003	2,491				ammunition
HONG KONG					
2007			82,349		CW defence equipment components
ICELAND					
2011			2,325		antennae
INDIA					
2009		2,700,000			ship machinery control components
INDONESIA					
2011			570		antennae
2014			3,170		simulator parts

IRELAND		
2001		20,000 small arms parts
ISRAEL		
2005		14,620 castings
2006	2,316,626	armoured buses & ambulances
2007		3,636 CW defence equipment components
2009		365,907 ship control components
2011		220,350 antennae, displays
2015		26,500 ECM components
2016		1,854 castings
2018		345,000 production equipment
2021		218,052 simulation software
2022		100 software
ITALY		
2001	26,786	firearms
2003	704,778	small arms ammunition
2005		4 lenses
2006		1,601,045 vehicle parts
2009	1,144,118	sonobuoys
2010		2,886,370 aircraft & helicopter parts
2011		4,516,586 radio & electronics components
2014		102 simulator parts
2015		21,000 sensor components
2016		1,350 castings
2017		30,549 scubas
2018		24,688 production data
2021		19,375 simulation software
JAMAICA		
2006	746,477	armoured vans

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
JAPAN				
2001	1,900		2,916	sporting firearms & parts
2007			66	CW defence equipment parts
2008			801,550	propellant
2010			2,100,386	aircraft & helicopter parts
2011			2,630,529	computers, detection equipment parts
2014			1	radar simulator parts
JORDAN				
2011			236,000	radio parts
2021			110,346	simulation software
KAZAKHSTAN				
2001	33,649			sporting firearms
KOREA, REPUBLIC OF				
2005			317,982	circuit cards
2006			289,260	vehicle parts
2007			1,098,958	CT & CW defence equipment components
2009			2,849,732	sonar, ship control system components
2010	41,106,860		105,043	patrol aircraft, parts
2011		17,321,926	13,085,118	radios & parts, electronic components
2016			69,847	propellers
2017		657,252		scuba systems, IR countermeasures
2019			67,000	laser components
2021			33,375	countermeasures software

KUWAIT			
2007	160	CW defence equipment	
LATVIA			
2003	2,205	small arms ammunition	
2017	110,892	scuba systems	
LUXEMBOURG			
2007	7,500	CW defence equipment components	
2010	2,636,044	drone parts	
2011	59,544	avionics	
2014	72,000	simulator spares	
MALAYSIA			
2002	2,749,650	aircraft-mounted rocket launchers	
2010	1,543,287	aircraft & helicopter parts	
2011	6,517	antennae	
2014	51,933	simulator parts	
2015	810,000	sensor	
2017	1	scuba part	
2018	4	test data	
2021	1	simulation software	
MEXICO			
2011	430,000	camera	
MOROCCO			
2014	36,082	simulator parts	
NATO			
2006	12,083	vehicle parts	
2010	73,236	aircraft parts	
2011	112,698	display panels	

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		
		Support Systems	Parts	Comments
NETHERLANDS				
2001			2,319,794	small arms components
2003			438,802	ammunition components
2005			7,106,340	fire control system spares
2008			121,400	propellant
2009			1,031,886	navigation equipment parts
2010			519,174	aircraft & aero-engine parts
2011		6,260,000	7,158,343	radar & components
2014		59,415		simulator components
2016			280,186	castings
2017		152,145		scuba systems
2021			20,755	software
2022			100	data
NEW ZEALAND				
2001	19,975		1,673	firearms & parts
2003	153,600			large-calibre ammunition
2006			800	battery charger
2007		82,570		CW defence equipment
2009		588,629		sonobuoys
2010			469,710	aircraft parts
2018			400	technical data
NICARAGUA				
2001	165,571			sporting firearms
NIGERIA				
2010			460,275	aero-engine
NORWAY				
2001			2,783,140	small arms components
2002			78,944	grenade launcher parts

2003	510,710		small arms ammunition
2006		1,548,537	armoured vehicle parts
2009	1,113,684		sonobuoys
2011		1,858,149	navigation system components
2014		626,924	body armour parts
2015	6,249,270	60,898	thermal imagers and parts
2016		29,205	castings
2017	695,172		scuba systems, IR suppression equipment
2018		1	data
OMAN			
2002		1,272	rocket launcher parts
2004		1,387,250	aircraft-mounted rocket parts
PANAMA			
2001	29,688		sporting firearms
PERU			
2011		14,446	antennae
PHILIPPINES			
2017		344,121	ammunition containers
POLAND			
2010		3	engine specifications
2011		109,801	antennae
2018		1	technical document
2022		2	design specifications
PORTUGAL			
2009	58,748		sonobuoys
2010		6,316	aircraft parts
2011		257,258	sonar parts
2014	40,800		ECM trainer
2017	329,725		scubas
2018		3	data

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
RUSSIA				
2022			4	technical data
SAUDI ARABIA				
2006	18,345,883		1,349,073	LAVs & parts
2010	29,704,25		5,726	helicopters & aircraft parts
2011			390,688	radio & navigational equipment parts
SINGAPORE				
2002			42,100	grenade & rocket launcher parts
2006			7,618,993	APC parts
2007		1,054,687		CT & CW protection equipment
2008	1,604			charges
2009			396,764	mine sweeping components
2010			40,332	aircraft parts
2011			134,434	radios & electronic components
2014			4,888	simulator parts
2017		14,250		IR suppression system
2018			2	data
2021			60,041	simulation software
SOUTH AFRICA				
2001	100			firearm
2006			6,638	vehicle lights
2010		40,800		helicopter parts
2014			8,806	simulator parts
2017			20,515	scuba spares
2018			1	technical data
2022			39,375	threat simulation software

SPAIN			
2001	20,682		sporting firearms
2006		1,960	vehicle drive-train parts
2007	248,683		CW protection equipment
2009	683,854	195,000	sonobuoys, navigational equipment
2010		17,448	aero-engine parts
2011		717,788	antennae, electronic components
2016		31,504	castings
2017	1,791,076		ammunition containers, IR suppression systems
2021		1	data
SRI LANKA			
2011		172,112	radio spares
SWEDEN			
2001	15,478		sporting firearms
2005		9,564	sights & lenses
2006		1,479,802	vehicle tracks & running gear
2007	157,795		CT defensive equipment
2009		8,325,298	sonar parts
2010		2,508,817	aircraft & engine parts
2011		2,450,462	radio & radar parts
2013		66,666	body armour
2014		579,480	simulator parts
2016		5,548	castings
2017		7,125	IR countermeasures parts
2021		2,000	software
SWITZERLAND			
2001	32,563		firearms
2006		202,044	AFV parts
2010		10,000	aircraft parts
2011		3,000	electronic components
2017		119,000	simulation software
2022		5,851	manuals

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
TAIWAN				
2005			796,500	power units
2006			15,238	wiring harness
2010			193,694	aircraft & helicopter parts
2011			2,480,193	communications components
2021			71,068	test software
TANZANIA				
2001	1,450			sporting firearms
THAILAND				
2001	79,135			firearms & parts
2002	235,060			aircraft-mounted rocket launchers
2006			1,281,620	armoured vehicle parts
2010			389,000	aircraft parts
2011			123,727	radio spares
2017			9,908	tooling
2018			1	technical document
TRINIDAD AND TOBAGO				
2001	2,448			firearms
TURKEY				
2001	1,150			firearms
2005			909	optical sights
2009		834,706		navigation equipment
2011			46,670	antennae
2016			201,626	castings
2021			28,500	simulator software

UNITED ARAB EMIRATES

2003	1,500		ammunition
2009		191,623	naval electronic components
2011	540,750	80,708	radios & parts
2014		55,473	simulator parts

UNITED KINGDOM

2001	138,366		firearms & parts
2002		5,000	rocket launcher parts
2003	19,522		practice ammunition
2004		246,503	rocket parts & components
2005		2,546,516	fire control & range finder parts
2006		2,694,859	armoured vehicle parts
2007		2,145,918	CW defence components
2009		7,348,495	sonar & ship parts
2010		52,587,437	aircraft & helicopter parts
2011		47,214,530	radio & computer components, displays
2014		46,717,493	simulator parts & upgrades
2015	3,442,294	33,182	surveillance system & parts
2016		1,190,759	castings
2017	1,446,961		computers, ammunition cases, scuba systems, countermeasures
2018		14,292	production data
2021		81,000	software
2022		127,632	technology

VENEZUELA

2001	27,636		firearms
2011		65,120	communications equipment components

GRAND TOTAL**678,265,129**

Table 4
Exports of Military Goods by Export Control List Number
Export Period 01/01/02–31/12/02

ECL Number	Value Exported (C\$)	
	2001	2002
2001	25,830,880	19,446,488
2002	2,997,387	3,124,203
2003	10,438,684	8,297,607
2004	9,854,755	4,929,659
2005	20,968,079	15,706,724
2006	42,006,249	113,796,344
2007	4,139,086	6,286,319
2008	1,913,738	1,706,908
2009	51,168,691	49,664,655
2010	135,192,477	157,393,269
2011	129,620,774	150,400,656
2013	229,940	980,316
2014	122,933,937	116,485,025
2015	16,157,050	14,007,712
2016	1,068,442	1,981,354
2017	12,111,430	11,142,097
2018	41,866	1,312,999
2019	0	67,000
2020	131,563	2
2021	3,403,134	919,435
2022	1,775,344	562,497
Total	591,611,246	678,265,129

Annex 1

List of NATO and AFCCL Countries

NATO Countries¹

Belgium
 Canada
 Czech Republic
 Denmark
 France
 Germany
 Greece
 Hungary
 Iceland
 Italy
 Luxembourg
 Netherlands
 Norway
 Poland
 Portugal
 Spain
 Turkey
 United Kingdom
 United States

AFCCL Countries²

Australia
 Belgium
 Botswana
 Denmark
 France
 Germany
 Greece
 Italy
 Netherlands
 New Zealand
 Norway
 Saudi Arabia
 Spain
 Sweden
 United Kingdom
 United States

1 North Atlantic Treaty Organization.

2 Automatic Firearms Country Control List.

Annex 2

List of Wassenaar Arrangement Countries

Argentina	Luxembourg
Australia	Netherlands
Austria	New Zealand
Belgium	Norway
Bulgaria	Poland
Canada	Portugal
Czech Republic	Romania
Denmark	Russia
Finland	Slovakia
France	Spain
Germany	Sweden
Greece	Switzerland
Hungary	Turkey
Ireland	Ukraine
Italy	United Kingdom
Japan	United States
Korea, Republic of	

Annex 3

Export Control List Group 2 (Munitions)

ECL Item No.	Description
2001	Firearms and automatic weapons with a calibre of 12.7 mm (0.5 inches), including firearms for sporting and competition purposes and their components and accessories.
2002	Armaments with a calibre greater than 12.7 mm (0.5 inches) and their components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, grenades, smoke canisters, rockets, military pyrotechnics, demolition charges and their components.
2005	Fire control equipment, range-finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use and their components.
2006	Ground vehicles specially designed or modified for military use (i.e. armoured vehicles, amphibious vehicles, recovery vehicles and vehicles for transporting weapons systems or ammunition) and related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection of and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels, including propellants and related substances, specially designed for military purposes.
2009	Naval vessels, specially designed naval equipment and accessories, such as engines, navigation systems and underwater detection equipment, and their components.
2010	Aircraft, helicopters, unmanned airborne vehicles and related equipment, engines and components specially designed or modified for military use.
2011	Electronic equipment for military use, such as communications and electronic countermeasures equipment and radar systems.
2012	High-velocity kinetic energy weapons systems and related components.

ECL Item No.	Description
2013	Armoured or protective equipment, such as armoured plates, body armour and military helmets and associated components.
2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers and aircraft and vehicle simulators, and their components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasures equipment, including photographic and thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products specially designed for products covered by Items 2001 to 2004, 2006, 2009, 2010, 2012 or 2019.
2017	Miscellaneous materiel, equipment and technical databases specially designed for military use and their components (i.e. diving apparatus, mobile workshops or bridges, military construction or field engineering equipment, signature suppression equipment or coatings and robotic equipment).
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2019	Directed energy weapons systems and their countermeasures.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2021	Software specially designed for military applications.

Annex 4 Additional Information

DFAIT sites

Export and Import Controls Web site:

www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/eicbintro-en.asp

Non-Proliferation, Arms Control and Disarmament Web site:

www.dfait-maeci.gc.ca/arms/menu-en.asp

(offers links to a variety of DFAIT and other sites relating to arms control and international security issues)

External sites

Canadian Aerospace Industries Association:

www.aiac.ca

Canadian Defence Industries Association:

www.cdia.ca

Canadian Firearms Centre *(includes information on firearms control in Canada)*:

www.cfc-ccaf.gc.ca

United Nations:

www.un.org

Wassenaar Arrangement:

www.wassenaar.org

ICI Item No.

Annex A

Additional Information

2013

Armoured or protected equipment or personal effects

2014

Additional information for equipment or personal effects

2015

Additional information for equipment or personal effects

2016

Additional information for equipment or personal effects

2017

Additional information for equipment or personal effects

2018

Additional information for equipment or personal effects

2019

Additional information for equipment or personal effects

2020

Additional information for equipment or personal effects

